

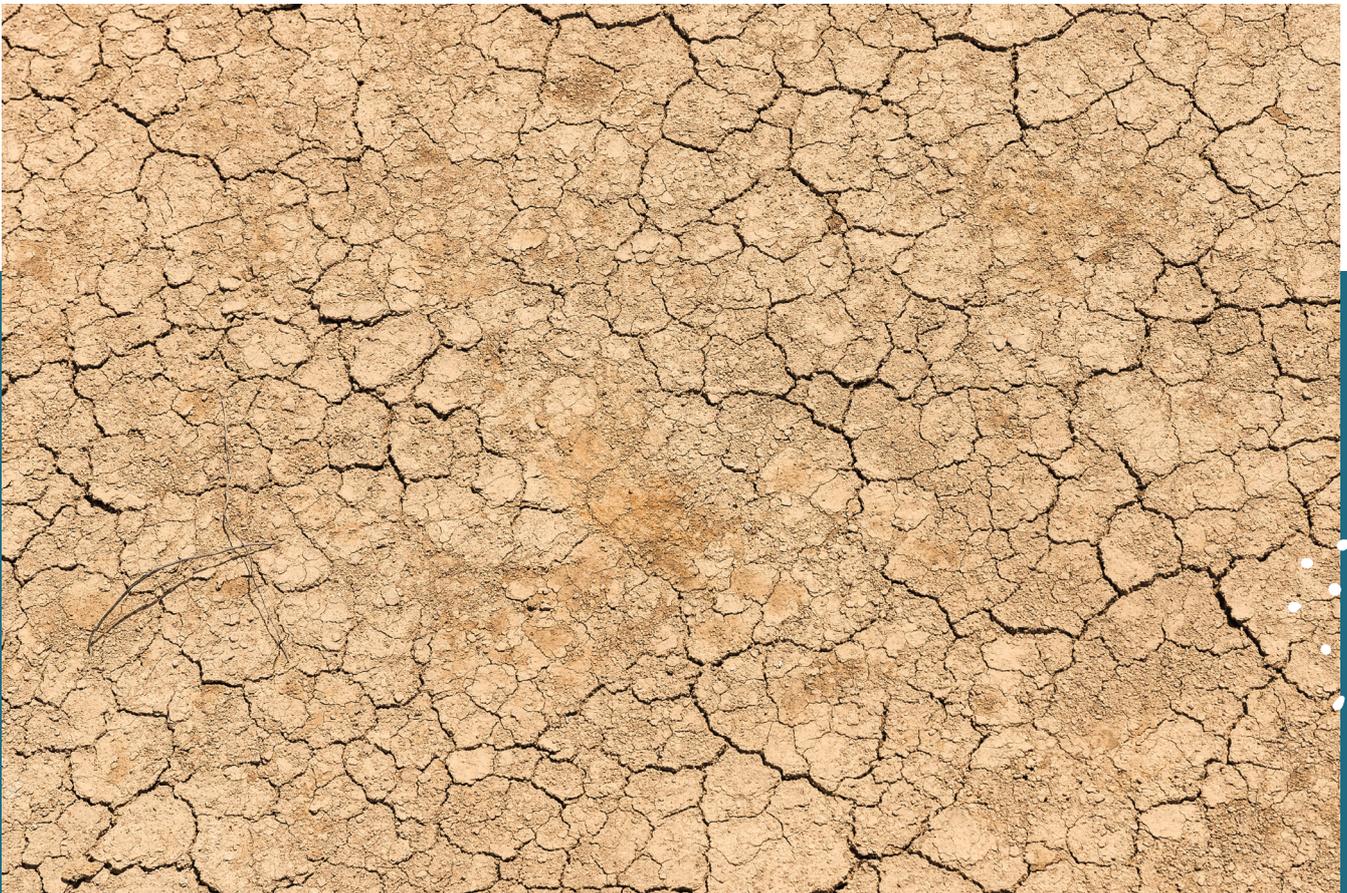


# Dérèglements climatiques et migrations : une fatalité ?

Entretien avec Jelena Luyts

**Propos recueillis par Alix Buron**

Chargée de projets à la FUCID



## ANALYSE DE LA FUCID 2022 | 05

Retrouvez toutes nos analyses et études  
sur notre site Internet !  
<https://www.fucid.be/analyses-etudes/>

À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

---

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur  
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88  
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803  
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389



Avec le soutien de la  
**FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES

# Dérèglements climatiques et migrations : une fatalité ?

Entretien avec Jelena Luyts

Propos recueillis par **Alix Buron**

Chargée de projets  
à la FUCID

Jelena Luyts est doctorante-chercheuse à l'Université de Namur, au département de géographie, depuis deux ans. Son travail : comprendre comment les communautés rurales du Nord du Sénégal s'adaptent aux changements de leur environnement en fonction de leur vécu et de leurs perceptions. Il s'agit en effet d'une zone aride et impactée par le dérèglement climatique, alors que beaucoup de ses habitant-e-s vivent de la terre. Un travail qui peut nous enseigner beaucoup sur les perceptions et les dynamiques d'adaptation à ces changements climatiques, négociées au quotidien par ces populations. L'une de ces adaptations : la migration.

## Peux-tu nous dire ce que c'est que la migration environnementale ?

Vous avez deux heures (rires). La migration désigne le mouvement de populations qui quittent leur lieu de résidence pour aller vers un autre. Ensuite, on essaye de préciser les raisons de ces mouvements. Si l'on parle de migration environnementale, les gens partent car ils ont subi des changements au niveau de leur environnement : ce peut être des phénomènes extrêmes comme des ouragans ou des typhons, mais aussi des changements plus progressifs, comme la sécheresse qui va amener des difficultés dans leur quotidien et les pousser à chercher des terres plus fertiles pour leurs activités ou pour vivre, tout simplement. Ce n'est pas toujours simple de faire la part des choses : quand il y a des changements environnementaux plus lents, il y a en effet souvent plus de causes à la migration que juste l'environnement. Mais c'est un aspect qui va favoriser le mouvement.

## Qui sont les personnes les plus impactées par ces dérèglements climatiques ? Où vivent-elles ?

Obtenir des chiffres précis est compliqué : ce sont surtout des estimations qui dépendent de la définition que l'on a du « migrant environnemental ». Mais les régions les plus touchées sont celles du « Sud ». En Océanie, par exemple, des îles font/vont faire face à la montée des eaux et à l'érosion des côtes. Je travaille plutôt sur l'Afrique de l'Ouest, où l'aridification pose problème à travers une augmentation des températures et des pluies plus variables et moins importantes. Ce sont aussi des régions où les personnes sont dépendantes de la terre dans leur activité économique. Au Sénégal, où je mène ma recherche, l'agriculture et l'élevage sont très importants pour l'économie du pays. Ces changements ont donc un impact direct sur leur revenu. Tout leur quotidien peut alors être impacté. Tandis qu'en Europe, où une plus large proportion de la population travaille dans le secteur tertiaire, nous ressentons moins les impacts du dérèglement climatique sur notre vie quotidienne.

Il est clair que nous ne sommes pas tous égaux face aux phénomènes climatiques. Par exemple, ce sont souvent des populations avec un niveau socio-économique plus faible qui vont vivre dans les zones les plus vulnérables aux ouragans ou aux raz-de-marée. Elles ont aussi moins de ressources pour y faire face et se reconstruire par après. Le genre est un autre facteur d'inégalités. Si je reprends le cas du Sénégal, le poids de la gestion familiale repose encore fort sur la femme : c'est elle qui cuisine, fait les courses, s'occupe de la gestion financière, etc. Les difficultés

apportées par les changements d'environnement retombent donc surtout sur la femme : elle va devoir composer avec la diminution de revenus du mari en mettant en place un petit commerce pour avoir un complément de revenu, par exemple, et elle va s'occuper seule du foyer alors que l'homme va pouvoir se permettre de partir plusieurs mois dans une autre localité pour pêcher ou pour la saison agricole. J'ai remarqué que les jeunes étaient aussi très affectés. Beaucoup d'entre eux se rendent compte des difficultés de leurs parents et, du coup, très jeunes, commencent à contribuer financièrement. Les aînés, surtout, partent aux champs avec leur père.

### Est-ce que les perceptions des dérèglements climatiques dans les zones où tu travailles au Sénégal sont proches de celles que nous avons en Belgique ?

Il y a des discours plus globaux sur le changement climatique, les villageois sénégalais sont très au courant, même si leurs explications peuvent être assez vagues, sans perception des causes profondes. Mais les discours percolent et créent aussi une appréhension pour le futur : ils soulignent la gravité de la situation, que c'est quelque chose qui va durer dans le temps. Cependant, dans ces communautés rurales, c'est le vécu qui va prévaloir : les agriculteurs vont plutôt percevoir les changements au niveau de la pluie, dont dépend une bonne récolte ; les pêcheurs vont plutôt parler de la diminution de poissons dans le fleuve ou la mer. En Belgique, on a plutôt une perception formatée par des médias : nous recevons beaucoup d'informations, mais avons moins de métiers directement liés à l'environnement. Les inondations, l'année passée, nous ont donné un réel vécu des changements climatiques, mais, dans le Nord du Sénégal, ils doivent négocier cette relation au quotidien. Leur dépendance de la nature fait qu'ils ont un ressenti beaucoup plus fin. C'est ça qui fait qu'ils ont besoin de s'adapter et que certaines personnes vont migrer : c'est leur vécu et leur vision des choses qui vont les influencer, plus que les données météo. Je suis donc convaincue qu'il faut partir des gens, de leur quotidien, pour mieux comprendre qui va migrer et pourquoi.

### La migration est donc une stratégie parmi d'autres pour s'adapter aux changements climatiques. Mais qu'est-ce qui fait que c'est cette stratégie qui est choisie ? Pourquoi décide-t-on de migrer ?

Déjà, c'est loin d'être une envie de tout le monde de partir. La plupart des gens, s'ils ont le choix, préfèrent rester et s'adapter localement. On se rend compte aujourd'hui que, même dans des zones complètement détruites par des séismes ou des ouragans, la majorité des gens reviennent sur leur terre. Avec un regard extérieur, on pourrait se dire que c'est déraisonnable, mais la vie d'une personne est très complexe et son attachement à un lieu ne se résume pas à un événement. Tout le monde peut le comprendre : nous sommes tous attachés à l'endroit où on vit ; on a notre réseau, notre famille. Tout laisser et partir n'est donc pas une décision facile. Cela est confirmé par le nombre de migrants qui reste très stable, à peu près 3% de la population mondiale. C'est un signe que les gens veulent d'abord essayer de s'adapter pour rester sur place. Cela déconstruit l'idée que tout le monde veut venir en Europe.

**C'est loin d'être une envie de tout le monde de partir. La plupart des gens, s'ils ont le choix, préfèrent rester et s'adapter localement.**

Au Sénégal, le nomadisme et la migration saisonnière se transmettent de génération en génération. Beaucoup de gens partent entre 3 et 9 mois par an pour des campagnes de pêche par exemple, en revenant pour les grandes fêtes dans leur village. Cela leur donne une certaine flexibilité face au changement climatique : les pêcheurs vont changer de lieu de pêche et aller là où ils ont entendu dire qu'il y en a encore du poisson. Il est plus compliqué de déterminer ce qui va déclencher une migration permanente. De ce que j'ai vu, pour certains, c'est le dernier espoir. Ils ne voient pas de solution sur place au long terme et

tentent la migration clandestine. Ce sont surtout les familles plus aisées, qui ont déjà eu l'occasion de faire des études à l'étranger, qui peuvent se permettre de migrer légalement et s'établir – car partir loin ou sur le long terme demande un investissement conséquent. Ce sont aussi parfois des migrations pensées comme temporaires, mais qui deviennent permanentes.

### Comment le lieu de migration, si on migre, est-il choisi, ou s'impose-t-il ?

Il y a plusieurs éléments sur lesquels le choix de la migration se construit : le politique (des liens entre les pays, si les pays acceptent des migrants facilement), la langue, les réseaux (qui on connaît sur place, s'ils ont réussi) et, au niveau micro, le lien familial (si l'on rejoint son mari par exemple). Pour le Sénégal, la France est une destination privilégiée : c'est une ancienne colonie, il existe des liens entre les deux pays et une absence de barrière de la langue. Mais la plupart des gens n'ont pas la possibilité et les moyens financiers d'aller aussi loin. Les pays limitrophes sont beaucoup plus accessibles : ils vont souvent s'y établir, mais cela peut aussi devenir une étape pour aller plus loin.

### Du coup, au Sénégal, y-t-il a des réponses plus structurelles, politiques, aux besoins de ces personnes ?

Il y a plutôt un gros travail pour limiter les migrations clandestines. L'Europe, mais aussi le Moyen-Orient et les États-Unis, investissent dans la formation des forces de l'ordre sénégalaises – ce n'est d'ailleurs pas propre au Sénégal – qui apprennent à arrêter les migrants potentiels. L'Europe investit des milliards pour former les pays limitrophes (Lybie, Algérie, Maroc) dans le maintien d'une barrière contre les migrants, mais aussi dans des zones plus éloignées, jusqu'au Sénégal. Je ne sais pas si quelque chose va à contre-sens, si des politiques se mettent en place pour faciliter l'accès aux voies de migration – car, dans certains cas, la migration est la meilleure solution. En tout cas, l'effort fourni pour améliorer la vie sur place et permettre aux gens de rester dans leur pays est marginal par rapport aux efforts faits pour essayer de les garder loin des frontières. Il y a pourtant une responsabilité globale pour faire

**L'effort fourni pour améliorer la vie sur place et permettre aux gens de rester dans leur pays est marginal par rapport aux efforts faits pour essayer de les garder loin des frontières.**

en sorte que chacun puisse vivre dignement là où il le souhaite.

### Sur ton terrain, les besoins exprimés par rapport aux changements climatiques ne sont donc pas pris en compte ou traités à l'heure actuelle ?

Plusieurs personnes rencontrées m'ont dit qu'elles ont essayé d'interpeller la commune ou l'État. Elles sont parfois entendues, parfois pas. Il y a parfois une bonne volonté, mais les projets doivent être validés ou mis en place par les populations pour que ce soit pérenne, ce qui n'est pas forcément le cas. Or ce sont les personnes impactées qui ont une meilleure vision de leurs besoins. Un pays a par exemple essayé de déplacer toute une population à 40 kilomètres de la mer, car elle habitait en zone inondable. Mais il s'agissait d'un village de pêcheurs : ils sont tous retournés sur place pour pouvoir pratiquer leur activité. Parfois, des solutions qui paraissent idéales (on va déplacer les gens et le problème est réglé), ne le sont donc pas. D'où l'importance de partir du vécu des gens impactés, de comment ils commencent à s'adapter pour aller dans la même direction, afin de faciliter leur processus.

À mon niveau, je me pose aussi beaucoup de questions sur la bonne façon de faire la recherche et sur ma position dans ce pays qui est très éloigné de ce que je connais. Quel est mon rôle, ma légitimité de faire cette recherche et de la faire comme je la fais ? Ce sont des questions qu'il est important de se poser, en tant que chercheur, ONG ou n'importe qui travaillant sur ces questions avec d'autres pays. Il faut être conscient de la place qu'on a et des relations de pouvoir qui peuvent exister pour éviter de prendre une position paternaliste de « personnes du Nord qui vont venir sauver les gens dans le besoin ».

## Quelques chiffres pour contextualiser

- Selon la FAO, le secteur agricole employait 27% de la population active dans le monde. En Afrique, c'est même une personne sur deux qui vit de l'agriculture, de la forêt et de la pêche (L'Oise Agricole, 2020).
- L'Union européenne est le premier exportateur mondial de produits agroalimentaires... qui dépendent largement d'intrants, comme le soja pour nourrir le bétail ou les engrais. L'UE est donc le deuxième plus grand importateur de produits liés à la déforestation tropicale (le dit soja) et le premier importateur de produits de la mer (Jabier et al., 2022).
- Le nombre de migrants environnementaux est difficile à estimer. On parle de 21 millions de déplacements par an rien qu'à cause des catastrophes naturelles (inondations, typhons,...) (UNHCR)
- En 2015, l'UE a créé le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique : une aide au développement pour ces pays, qui doivent en contrepartie juguler les migrations à leurs frontières et aider l'UE dans sa politique de retours. Son budget était de 3,6 milliards d'euros entre 2015 et 2019. Mais beaucoup des pays partenaires ne respectent pas les droits humains et peuvent torturer, rançonner et détenir ces migrant-e-s de manière arbitraire dans des conditions terribles (Pasquesoone, 2022).

### C'est vrai qu'on peut se demander ce que ces recherches peuvent nous apporter en Belgique, mais aussi au pays dans lequel est conduit la recherche.

En tant que personne et chercheuse, cela m'apporte beaucoup. Voir un documentaire ou découvrir une réalité en la vivant sont deux choses très différentes. Je suis plus mitigée sur l'impact que j'ai sur place. La plupart des personnes que j'ai interrogées m'ont remerciée d'être venue, car elles se sentent entendues. Mais il y a aussi un fossé entre leurs espérances et ce que nous pouvons apporter en tant que chercheur. Il est donc important d'être transparents sur la raison de notre venue, pourquoi notre recherche est importante, et ce qu'ils peuvent en attendre. Il faudrait aussi essayer d'aller vers une forme de recherche qui ne se limite pas à « je fais mon projet de recherche, je récolte les données, je les analyse et je les publie et ça aura probablement un impact » – c'est ce que les chercheurs espèrent, mais peut-être peut-on, en parallèle, essayer de poursuivre des objectifs qui sont plus proches de ceux de la population. Malheureusement, le monde de la recherche ne le permet pas forcément pour le moment.

Il est également important de créer une réciprocité : pas juste d'avoir des chercheurs du Nord qui vont au Sud, mais aussi des chercheurs du Sud qui viennent au Nord. Chacun a un point de vue différent et nous avons aussi besoin de leur regard sur nos problématiques. Au département de géographie, beaucoup de chercheurs viennent d'Haïti, du Rwanda, etc. et cela crée des dynamiques et des discussions qu'on n'aurait pas eues entre Belges. C'est une richesse incroyable !

### Pour revenir à la migration climatique et ses solutions, des associations et des experts trouvent qu'il faudrait un statut légal de réfugié environnemental<sup>1</sup>, d'autres sont contre. Peux-tu expliquer ce débat et donner ton avis ?

Certaines situations de persécution font que, légalement, les pays sont obligés de reconnaître le statut de réfugié aux personnes qui les subissent. Les raisons environnementales n'en font pas partie. Le problème est que, si certaines situations sont très claires (comme quand il y a un

<sup>#1</sup> Un des arguments pour le statut de réfugié environnemental est que ces personnes subissent une forme de persécution : les dérèglements climatiques résultent en effet de choix politiques (largement menés par les pays du Nord, plus pollués), qui oppriment ces populations du Sud forcées de quitter leurs terres.

ouragan et que la maison est détruite), il est plus compliqué de dire à quel moment la migration devient une nécessité lorsque les personnes font face à des changements plus lents. Le statut de réfugié, c'est quand il n'y a plus d'autre solution car le danger est trop grand dans le pays natal : cela « justifie » le fait de pouvoir venir. C'est déjà un problème : on utilise ce statut de réfugié pour trier, justifier que l'on n'accepte pas certaines personnes. Avec un nouveau statut de réfugié environnemental, on va certes augmenter le nombre de gens qu'on va potentiellement accepter, mais cela continue de garder la porte fermée pour d'autres.

De plus, obtenir le statut de réfugié nécessite un parcours long et éprouvant : il faut pouvoir se justifier, raconter son histoire à répétition, alors que ce sont souvent des vécus traumatisants. Je comprends qu'il faut une forme de contrôle, mais ça ne doit pas être au détriment des personnes qui arrivent. Il faut revenir à un côté plus humain. Peut-être faut-il accepter de faire certaines erreurs et d'accepter des personnes qui ne sont pas forcément dans un besoin extrême, mais peut-être va-t-on gagner en humanité et accueillir dans des conditions plus adaptées des gens qui se sentiront bienvenus.

**Obtenir le statut de réfugié nécessite un parcours long et éprouvant : il faut pouvoir se justifier, raconter son histoire à répétition, alors que ce sont souvent des vécus traumatisants.**

**Donc, plutôt que d'ajouter un cas dans lequel les personnes doivent légalement être accueillies, il faudrait réformer/démonter la politique de tri ?**

Oui, même si je n'ai pas de réponse sur le comment. Il faudrait des groupes rassemblant des gens de différents horizons pour y réfléchir et essayer d'aboutir à une solution qui soit acceptable pour chacun, en remettant l'humain au centre, sans négliger les aspects politiques ou économiques. Je suis convaincue qu'un meilleur système peut être mis en place.

On peut aussi tous avoir un rôle en fonction de notre énergie et disponibilité : dans des associations d'aide aux migrants mais aussi au quotidien, pour créer une société plus accueillante. Il ne faut pas non plus avoir peur de déconstruire les idées préconçues et d'engager la discussion, de montrer le côté positif de la diversité qu'on peut avoir en Belgique.

## Bibliographie

- L'Oise Agricole, 13 novembre 2020, « L'agriculture, "un secteur clé de l'économie mondiale" », Beauvais, <http://www.oise-agricole.fr/actualites/l-agriculture-un-secteur-cle-de-l-economie-mondiale:ZFTMCGNT.html>
- Pasquesoone Valentine, 18 janvier 2022, « Immigration : quand l'Union européenne et ses Etats-membres confient à des pays tiers la gestion des flux migratoires », France Info : Paris, [https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/union-europeenne/immigration-quand-l-union-europeenne-et-ses-etats-membres-confient-a-des-pays-tiers-la-gestion-des-flux-migratoires\\_4915389.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/union-europeenne/immigration-quand-l-union-europeenne-et-ses-etats-membres-confient-a-des-pays-tiers-la-gestion-des-flux-migratoires_4915389.html)
- Ruiz Mirazo Jabier et al., 2022, « L'Europe dévore la planète », WWF France : Le Pré-Saint-Gervais, 23p., [https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-05/20220523\\_Rapport\\_Europe-d%C3%A9vore-la-plan%C3%A8te\\_WWF-France.pdf](https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-05/20220523_Rapport_Europe-d%C3%A9vore-la-plan%C3%A8te_WWF-France.pdf)
- UNHCR, « Changement climatique et déplacements », Bruxelles, <https://www.unhcr.org/be/activites/changement-climatique-et-deplacements>